

# Ne confondons pas fronde et révolution...

Dominique Jamet



Un État en faillite et qui, dans sa lamentable fuite en avant, ne cesse d'inventer de nouveaux impôts dont le rendement, malgré l'élargissement de l'assiette et la hausse des barèmes, ne cesse de décroître, tant la matière imposable se fait rare. Une dépense publique en constante augmentation. Une dette publique dont les intérêts absorbent une part croissante du budget. Une pression fiscale quintuplée en cinquante ans. Un gouvernement discrédité, bafoué, chansonné, sans prestige, sans projet, sans autorité. Le soulèvement de toutes les catégories sociales, à commencer par la classe moyenne supérieure, mais en ordre dispersé, sans mot d'ordre, sans organisation, sans buts communs. S'ensuit une longue période – un quinquennat – d'agitation, de troubles, d'incivisme, de soulèvements locaux.

Cependant, les unes après les autres, les différentes factions en révolte font la preuve de leur égoïsme, de leur incivisme, de leur incapacité, et perdent tout crédit, déchirées et même écartelées qu'elles sont entre les querelles de personnes, de partis et de programme. La révolution annoncée tourne en eau de boudin. Bien loin d'avoir mis à bas les institutions qu'elle a ébranlées un moment, comme c'est le cas à la même époque de l'autre côté de la Manche, la révolution annoncée, remise au siècle suivant, tourne court et refonde pour 130 ans la monarchie absolue. Car, ne nous y trompons pas, cette histoire est celle de la Fronde qui déferle sur la France... en 1648.

Sommes-nous en 1958 ? Y a-t-il crise de régime ? En aucun cas. Les institutions fondées par le général de Gaulle et enracinées par plus d'un demi-siècle de pratique garantissent la stabilité d'une majorité et d'un président pourtant impopulaires, aussi à l'abri des tempêtes qu'un bernard l'hermite installé dans la coquille vide qu'il a squattée.

Sommes-nous en 1968 ? Pas davantage. N'y voyant pas plus loin que le bout de son mois, une majorité de la population semble ne pas avoir compris que les difficultés au milieu desquelles elle se débat et les souffrances qu'elle endure résultent du triomphe du libéralisme. Il est bien question de se rebeller contre la société de consommation ! Les Français de 2013 rêvent comme d'un pays de Cocagne, comme d'une abbaye de Thélème, comme d'un Eldorado dont ils cultivent la nostalgie.

Sommes-nous en 1788 ? Mais où voit-on émerger une nouvelle génération, jeune, ardente, patriote, instruite,

qui, rassemblée sous les étendards de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, monte à l'assaut de nos innombrables Bastilles ? Où voit-on les prémices du grand bouleversement qui, dans la douleur, accoucherait la vieille France d'une France rajeunie et renouvelée ?

Et pourtant, notre pays traverse une quadruple crise. Crise économique, financière, industrielle et sociale. Crise du pouvoir, impuissant, paralysé, ligoté, réduit à rien par ses abandons successifs. Crise de confiance envers l'État, la nation, la France. Crise de foi dans l'avenir.

Mais ce n'est pas une révolution qui couve, même si mille révoltes éclatent de çà de là pour crever comme autant de bulles de savon. Aux inquiets qui l'interpellent, qui la harcèlent et qui lui demandent fiévreusement si elle voit l'insurrection venir, la politologie, cette incarnation moderne de sœur Anne, ne peut que répondre, désespérée : « *Je vois la route qui poudroie et le gouvernement qui merdoie.* »

Rien de plus difficile à prévoir que le futur.